

**Monsieur le Président,**

**Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,**

**Distingués délégués,**

J'ai le grand privilège et l'immense honneur de vous transmettre, au nom de Son Excellence le Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'Etat, le salut fraternel et amical du vaillant Peuple du Burkina Faso, qui malgré toutes les adversités, notamment l'ignominie des agresseurs et ennemis de la paix, les manipulations et les ingérences de toute nature, a su développer une résilience pour poursuivre sa marche radieuse vers un développement économique et social inclusif.

Il me plait également, monsieur le Président, de vous traduire au nom du Gouvernement et du peuple burkinabè, mes chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de cette 79<sup>ème</sup> session ordinaire.

A votre prédécesseur, **Monsieur Dennis Francis**, j'adresse les félicitations de ma délégation pour les acquis engrangés au cours de son mandat, dans un contexte international particulièrement marqué par des divergences profondes.

**Monsieur le Secrétaire Général,**

Le Burkina Faso apprécie à leur juste valeur les actions que le système des Nations Unies et ses partenaires, sous votre coordination, continuent de mener sur le terrain, en soutien aux efforts du Gouvernement.

C'est d'ailleurs à ce titre que mon pays se réjouit du choix du thème combien évocateur et interpellateur de cette 79<sup>ème</sup> Assemblée Générale : « *Ne laisser personne de côté : Agir ensemble pour faire progresser la paix, le développement durable et la dignité humaine pour les générations présentes et futures* ».

En évoquant ce thème, permettez-moi de vous traduire d'emblée, les aspirations des couches sociales sahéliennes en général et du Burkina Faso en particulier :

- Je suis **un paysan burkinabè**, qui veille et perpétue les traditions et coutumes.

*Je cultive avec ardeur ma terre, qui m'a été léguée par mes ancêtres pour nourrir ma famille et assurer son bien-être,*

*Je veux pouvoir vivre libre, digne et fière !*

- Je suis **une femme, une mère, une digne descendante des Princesses Yennenga, Guimbi OUATTARA**, à l'image d'autres braves femmes sahéliennes, dotée d'une force de caractère à nulle autre pareille

*Je donnerais ma vie pour assurer la survie et l'épanouissement de mes enfants, mes frères et sœurs, mes compatriotes dans une société de paix et d'amour.*

*Je veux pouvoir vivre libre, digne et fière !*

- Je suis **un jeune burkinabè**, cultivateur, éleveur, commerçant, fonctionnaire, artiste, artisan, étudiant etc..., jeunes de toutes régions et de tous horizons, issue d'une jeunesse brave et combattante, engagé à apporter ma pierre au développement du Burkina Faso.

*Je veux pouvoir vivre libre, digne et fière !*

- Je suis **un enfant, fille ou garçon**, des villes et villages, des sites de déplacés internes.

*Je veux pouvoir vivre libre, digne et fière !*

- Je suis **un burkinabè vivant à l'extérieur**, travailleur courageux, acharné et honnête, originaire du « **pays des hommes intègres** ».

*De mon séjour loin de la mère patrie, je participe avec enthousiasme à la lutte commune pour la paix et la stabilité de mon pays et de ma sous-région,*

*Je veux pouvoir vivre libre, digne et fière !*

- Je suis **un Soldat Burkinabè, Malien, Nigérien ou un Volontaire pour la Défense de la Patrie (VDP)**, époux, épouse, père, mère, fils, fille, frère et sœur.

*J'ai fait le serment de défendre ma patrie au prix de ma vie, de combattre avec abnégation l'ennemi sur le champ de bataille et de protéger mes concitoyens contre tout danger.*

*Je veux pouvoir vivre libre, digne et fière !*

**Monsieur le Président**, ces aspirations sont les balisent qui organisent l'action du gouvernement dont le combat est de créer un cadre pour que vivent libres, dignes et fières les hommes et les femmes du Sahel.

Le thème de notre session, for-apprécié pour sa pertinence, exhume en réalité une préoccupation fondamentale aussi ancienne que les Nations-unie et qui est abordée par la quasi-totalité des débats qui se sont succédées ici-même. C'est dire qu'il ne s'agit plus véritablement de réfléchir sur quoi faire ou que faire. Il s'agit de donner corps et vie à nos discours à travers des actes concrets.

Nous devons aller au-delà des mots pour enfin agir en faveur d'un monde plus juste, débarrassé de préjugés et de stéréotypes qui tendent à reléguer certains peuples ou certaines parties de la planète, au second plan, condamnés à attendre dans les geôles de l'isolement et du mépris, une aide potentielle, à la merci et au gré des humeurs de puissances qui prétendent être les seules à pouvoir indiquer la marche et le rythme à imprimer aux autres.

Nous devons recentrer davantage nos efforts sur les objectifs fondamentaux de notre Organisation commune, **l'Organisation des Nations Unies**, destinée prioritairement à la promotion du bien-être des populations et des peuples, en leur assurant la paix et la sécurité.

Cette urgence et cette nécessité absolues de co-construire et d'agir en faveur d'un monde plus juste trouvent toute leur pertinence dans le contexte actuel où notre monde est dominé par des crises persistantes, des conflits complexes ainsi qu'une gouvernance économique inégalitaire qui accentuent la fracture entre les Etats, les clivages entre les peuples avec pour corollaires des tragédies humaines.

Cette configuration désastreuse est la résultante d'un multilatéralisme à la croisée des chemins, un multilatéralisme essoufflé, dont la réputation a maintes fois été écornée par les actions partisanses et prédatrices de certains Etats membres qui se sont érigés en « maitres du monde » et qui ont fait de la soumission et de l'exploitation d'autres Etats, la ligne directrice de leur politique extérieure.

Il faut s'en inquiéter à juste titre, car il y va de l'harmonie et de la cohésion de notre monde. C'est pourquoi le Burkina Faso saisit cette tribune pour en appeler, encore, à la raison, à la sagesse de tous, notamment les puissances de notre planète, afin que soit privilégiée une gouvernance mondiale inclusive, débarrassée des visions hégémoniques.

C'est à ce prix que nous rendrons à l'ONU toutes ses lettres de noblesse.

### **Monsieur le Président,**

- Restaurer l'intégrité du territoire en veillant à la sécurité des populations et de leurs biens, refonder la gouvernance politique, administrative, économique et financière, afin qu'elles portent et incarnent les aspirations à un mieux-être des Burkinabè,

- Conduire des reformes et des actions de développement qui induiront une prospérité partagée et un progrès économique et social durable ; sont autant de chantiers entamés sous le leadership et la clairvoyance de SEM le capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso Chef de l'Etat.

Le peuple burkinabè qui a décidé d'affirmer et d'assumer sa souveraineté en mettant fin à son asservissement et qui fait preuve d'une résilience extraordinaire, à l'instar de toutes les populations du Sahel, a compris l'enjeu et la portée de cette lutte, et s'est mobilisé aux cotés de nos forces de défense et de sécurité.

Avec ce soutien indéfectible, grâce au patriotisme, à l'ingéniosité, à la bravoure et à l'esprit de sacrifice de ses fils et filles, le Burkina Faso enregistre des succès jadis inespérés ainsi que des résultats forts appréciables dans la lutte acharnée contre des terroristes instrumentalisés, téléguidés et financés par des puissances néocolonialistes.

C'est le lieu de rendre un hommage appuyé à toutes ces personnes, civils et militaires, tombées sur le champ de bataille et dont je salue la mémoire.

**Monsieur le Président,**

Au prix de réformes stratégiques et visionnaires marquées entre autres par l'augmentation des capacités opérationnelles des troupes, la réorganisation de nos forces combattantes sur le terrain, nous avons démultiplié nos moyens d'actions, avec comme effets salvateurs, une reprise totale en main de la reconquête des zones infestées par ces criminels et leurs alliés.

De manière concrète, près de 70% du territoire est désormais sous le contrôle de l'Etat contre 40% en 2022. Cela a permis la réinstallation des populations déplacées, et la réouverture des écoles. Ainsi, en moins de deux ans, les actions de reconquête ont permis à plus de sept-cent mille (700.000) personnes de regagner leurs villages, et à près de mille cinq cent (1.500) écoles de rouvrir leurs classes offrant la chance et le bonheur tant espérés par des milliers d'élèves de reprendre le chemin de l'école et poursuivre leur cursus scolaire.

Ces résultats qui forcent l'admiration et suscitent beaucoup d'espoir ont été possibles grâce à l'action des Forces de Défense et de Sécurité, l'engagement patriotique des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) et le soutien ferme des populations ainsi que de la diaspora burkinabè dans un formidable élan de solidarité.



Cette mobilisation patriotique de toutes les composantes de notre peuple, a permis de collecter la somme de quatre-vingt-dix-neuf milliards de CFA environ (*soit environ 165 millions de dollars US*), pour la seule année 2023 ; un chiffre qui a largement dépassé les prévisions initiales. C'est dire toute la détermination du Peuple burkinabè à financer et à mener lui-même la lutte contre les terroristes et leurs alliés.

**Monsieur le Président,**

Au moment même où nous engrangeons des succès dans notre offensive victorieuse contre les forces obscurantistes, des officines, à la réputation et à l'intégrité douteuses, se sont curieusement engagées dans une vaste et virulente campagne de dénigrement et de stigmatisation contre nos forces combattantes qu'elles accusent de violer les droits humains, sans avoir la moindre preuve à produire. Cette propagande, orchestrée, vise en réalité à démoraliser les patriotes burkinabè et à saborder leurs combats légitimes, parce que tout simplement ces adeptes du Chaos n'ont pas encore compris la dynamique en marche au sahel, c'est –à– dire notre volonté de nous affranchir de toute tutelle et de tout paternalisme.

Mon pays voudrait saisir l'opportunité de cette tribune pour traduire avec déférence, son infinie gratitude à tous ces pays amis et ces partenaires sincères qui soutiennent sa cause et l'accompagnent dans la consolidation de sa marche radieuse, vers un développement économique et social inclusif. Je voudrais donc, inviter les Etats membres de l'ONU à n'accorder aucun crédit à toute cette agitation médiatique qui de toute évidence, traduit dans le fond, la détresse des terroristes en déroute et de leurs sponsors.

Je tiens également à les rassurer du professionnalisme et de la renommée de nos Forces de Défense et de Sécurité (FDS), démontrés à travers leur participation aux opérations de maintien de la paix et, maintes fois reconnue, ici-même. La formation systématique et les évaluations permanentes des FDS et des VDP en Droit International Humanitaire garantissent au quotidien cette rigueur professionnelle en matière de respect des droits humains.

**Monsieur le Président,**

Dans la mesure où l'unanimité est faite sur la nécessité de combattre le terrorisme international, mon pays s'inquiète du soutien accordé par des entités étatiques aux terroristes.

Ces parrainages que nous n'avons eu de cesse de dénoncer, et que d'autres considéraient comme une simple vue de l'esprit, ont été récemment portés à la face du monde par une attitude paradoxale de l'Ukraine, un Etat membre de notre Organisation.

En effet, en affirmant, sans équivoque, son implication dans les attaques terroristes qui ont causé la mort d'éléments des Forces de Défense et de Sécurité maliennes à Tinzawatène, au Mali en juillet dernier, et en avouant son soutien au terrorisme international, particulièrement au Sahel, ce pays a donné un aperçu des activités terroristes qu'il mène au Sahel, à l'instar d'autres Etats actifs dans les coulisses de la trahison. Nous réitérons notre condamnation ferme de ces actes d'agression et d'apologie du terrorisme qui violent la Charte des Nations Unies et les Conventions internationales y relatives.

Ces faits particulièrement graves sont révélateurs des velléités qui ont constamment jalonné l'histoire de notre continent ; à savoir sa balkanisation, les assassinats de leaders, l'ingérence dans la politique intérieure des Etats africains et la prédation comme but final.

Les moyens pour y parvenir vont de la manipulation des élites nationales et des Organisations régionales et sous-régionales, à la perpétration de guerres par procuration, comme c'est le cas au Sahel où l'Ukraine et d'autres pays financent et arment impunément des terroristes.

Cette lecture, qui du reste trouve sa pertinence dans l'inquiétante prolifération des bases militaires dans notre sous-région, explique aussi la détention par les bandes criminelles, d'armes sophistiquées et de dernière génération.

Face à ce terrorisme de type nouveau, la stabilité et les fondements de nos Etats et de notre organisation sont compromises. Il urge donc d'engager des actions vigoureuses.

Pour leur part, et s'agissant du cas de l'agression ukrainienne, les pays de la Confédération des Etats du Sahel en ont déjà saisi le Conseil de Sécurité, le 20 août dernier. Nous attendons des réponses fermes à ce titre.

**Monsieur le Président,**

Face aux impératifs sécuritaires du Sahel, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont décidé en toute souveraineté, le 16 septembre 2023 de la création de l'Alliance des États du Sahel (AES). Il s'agit d'une Alliance militaire de Défense collective et d'assistance mutuelle pour lutter contre le terrorisme et la criminalité en bande organisée sur leur territoire.

Pour apporter également des réponses idoines aux défis complexes de développement, les pays de l'AES ont décidé d'étendre le champ de leur coopération aux autres domaines prioritaires de leur espace. C'est dans cet esprit que s'est tenu le 06 juillet 2024, à Niamey au Niger, le premier Sommet des Chefs d'État de l'AES.

A l'issue de ce Sommet historique, Leurs Excellences Le Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'État du Burkina, Le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État du Mali et le General de Brigade Abdourahmane TIANI, Président du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie, Chef de l'État du Niger ont adopté le **Traité portant création de la Confédération des Etats du Sahel (AES)**.

L'adhésion populaire et l'enthousiasme suscités par l'avènement de la Confédération AES trouvent en partie leur explication dans la défaillance et l'incapacité d'institutions et de mécanismes sous régionaux à répondre aux préoccupations sécuritaires et légitimes de nos populations.

Cette action salvatrice et salutaire vise prioritairement à protéger les populations du Sahel déjà éprouvées par la crise sécuritaire et humanitaire et contre lesquelles, des mesures assassines délibérées ont été prises pour exacerber davantage leurs souffrances.

**Monsieur le Président,**

Alors que cette présente session nous appelle à ne laisser personne de côté, l'actualité internationale reste encore, hélas, marquée par des tensions de plus en plus vives qui menacent sérieusement la paix et la sécurité sous le regard impuissant de l'ONU.

Le Burkina Faso appelle à toujours privilégier la voie de la diplomatie pour résoudre pacifiquement ces différends. Nous demeurons convaincus qu'en faisant prévaloir l'esprit de la Charte des Nations Unies, nous parviendrons à éteindre les foyers de tensions quelles que soit leur ampleur et où qu'ils se produisent : en Afrique, en Europe, au moyen orient, en Asie ou en Amérique.

Dans cet esprit ; dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, le Burkina Faso réitère son soutien au processus politique en cours au Sahara occidental, mené sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable et négociée, tel que recommandé par les Résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité.

Au Moyen Orient, le Burkina Faso réaffirme sa solidarité aux populations palestiniennes qui vivent un drame sans précédent. La solution à deux Etats, Israël et la Palestine, vivant en paix et en bon voisinage, demeure l'alternative objective que le Burkina Faso continue de soutenir. Notre acceptation de la Palestine comme état membre de l'organisation des Nations Unies s'inscrit dans cette logique.

Sources de souffrances indicibles pour les populations les plus vulnérables, les mesures coercitives unilatérales imposées aux Etats sont à proscrire si nous voulons donner un contenu réel et objectif à l'objet de la présente session. C'est pourquoi, nous appelons à la levée immédiate des sanctions économiques, commerciales et financières imposées à certains Etats qui n'ont pour seul tort que la recherche de la liberté pour leurs peuples. C'est le cas de Cuba. C'est aussi le cas de la République bolivarienne du Venezuela, du Nicaragua, de l'Iran et de bien d'autres pays.

Sur le chapitre des questions de développement, le Burkina tient à rappeler que quelle que soit leur pertinence, les engagements en faveur du développement, pris ici aux Nations Unies, n'auront aucune chance de succès sans la bonne foi et l'implication de tous.

S'agissant de la réforme de notre organisation, il est temps que le continent africain puisse participer de plein droit au Conseil de sécurité de l'ONU, conformément à la position africaine reflétée dans les Consensus qui l'ont porté. Cela permettra de consacrer le caractère universel de l'ONU et de réparer l'injustice persistante contre l'Afrique.

**Monsieur le Président,**

Pour conclure, je voudrais préciser que le Burkina Faso a foi en l'ONU. Il souhaite, toutefois, que les interventions de l'organisation se fassent dans le respect de la souveraineté des Etats membres, de leurs choix stratégiques et de leurs intérêts fondamentaux.



Au sahel, souffle un vent de renouveau et d'espoir suscité par l'avènement de la Confédération AES. Le Burkina Faso demeure convaincu que cette nouvelle Communauté sous régionale d'intégration qui n'est dirigée contre aucun pays et aucun peuple, peut contribuer, en collaboration avec des partenaires sincères, dans une démarche dépouillée de toute hypocrisie, à la lutte contre le terrorisme et l'insécurité au sahel.

Dieu bénisse le Burkina Faso !

Dieu bénisse la Confédération AES !

Dieu bénisse l'Afrique !

La Patrie ou la mort nous vaincrons !

**Je vous remercie.**